

DANS L'ACTUALITE du 23 au 26 décembre 2014

Texte officiel

JORF n° 0298 du 26 décembre 2014

Modification des textes réglementaires pour les bâtiments neufs afin de limiter l'exigence de performance énergétique des bâtiments collectifs

[Arrêté du 19 décembre 2014 modifiant les modalités de validation d'une démarche qualité pour le contrôle de l'étanchéité à l'air par un constructeur de maisons individuelles ou de logements collectifs et relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique applicables aux bâtiments collectifs nouveaux et aux parties nouvelles de bâtiment collectif](#)

JORF n° 0297 du 24 décembre 2014

UBIFRANCE

[Ordonnance n° 2014-1555 du 22 décembre 2014 portant fusion de l'Agence française pour les investissements internationaux et d'UBIFRANCE, Agence française pour le développement international des entreprises](#)

Décret d'application déterminant les modalités de gouvernance et les règles constitutives de de l'établissement public anciennement dénommé « UBIFRANCE » et désormais dénommé « Business France »

[Décret n° 2014-1571 du 22 décembre 2014 relatif à l'agence Business France](#)

Urbanisme

- Liste des documents susceptibles d'être demandés par le titulaire du droit de préemption au propriétaire d'un immeuble ayant fait l'objet d'une déclaration d'intention d'aliéner

[Décret n° 2014-1572 du 22 décembre 2014 fixant la liste des documents susceptibles d'être demandés au propriétaire d'un immeuble par le titulaire du droit de préemption en application de l'article L. 213-2 du code de l'urbanisme](#)

- Conditions de la visite d'un bien ayant fait l'objet d'une déclaration d'aliéner par le titulaire du droit de préemption urbain

[Décret n° 2014-1573 du 22 décembre 2014 fixant les conditions de la visite du bien par le titulaire du droit de préemption en application de l'article L. 213-2 du code de l'urbanisme](#)

- Modification des règles d'urbanisme s'appliquant à l'utilisation de certains matériaux, procédés ou dispositifs écologiquement performants

[Arrêté du 19 décembre 2014 relatif aux caractéristiques des systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables mentionnés à l'article R. 111-50 du code de l'urbanisme](#)

- Définition des exigences de performance énergétique pour les bâtiments neufs de petites surfaces et introduction de simplifications de la réglementation thermique applicable aux autres bâtiments

[Arrêté du 11 décembre 2014 relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique applicables aux bâtiments nouveaux et aux parties nouvelles de bâtiment de petite surface et diverses simplifications](#)

Précisions relatives à la mise en œuvre du dispositif des certificats d'économies d'énergie pour la troisième période d'obligations (2015-2017)

- Mise en œuvre du dispositif des certificats d'économies d'énergie pour la troisième période d'obligations (2015-2017)

[Décret n° 2014-1557 du 22 décembre 2014 modifiant le décret n° 2010-1664 du 29 décembre 2010 fixant les modalités de mise en œuvre du dispositif des certificats d'économies d'énergie](#)

- Définition des opérations standardisées d'économies d'énergie

[Arrêté du 22 décembre 2014 définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie](#)

Projet d'ordonnance

Réforme des marchés publics : le ministère de l'économie diffuse un projet d'ordonnance unifiant les régimes définis par le code et l'ordonnance

[Projet d'ordonnance de transposition](#)

[Fiche d'impact du projet d'ordonnance](#)

[Loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives - art. 42 et 58, III \(JORF n° 0295 du 21 décembre 2014\)](#)

La consultation lancée par le ministère de l'économie s'achèvera le 30 janvier 2015. A cette date, les acteurs de la commande devront avoir transmis leurs observations et leurs commentaires à l'adresse suivante: concertation.daj@finances.gouv.fr

Projet de loi

Le projet de loi Macron

[Le projet de loi est en ligne et une commission spéciale a été créée pour ce projet de loi](#)

[Le rapport de la Mission d'enquête sur l'avenir des professions juridiques réglementées a été publié sur le site de l'AN](#)

Jurisprudence

Droit de préemption urbain

[CE 23 décembre 2014 communauté Urbaine Brest métropole océane, req. n° 364785](#)

Production de mémoire et faculté du juge de rouvrir l'instruction

[CE 23 décembre 2014 commune d'Argenteuil, req. n° 364637](#)

Déclaration d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation d'une ligne de tramway

[CE 23 décembre 2014 communauté d'agglomération du Grand Besançon, req. n° 371035](#)

Center Parcs

[Ce 23 décembre, le juge des référés du tribunal administratif a suspendu l'arrêté du 3 octobre 2014 du préfet de l'Isère ayant délivré une autorisation « loi sur l'eau » à la société Roybon Cottages.](#)

[En revanche, le juge des référés a rejeté les trois recours visant l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2014 autorisant la destruction d'espèces protégées et de leurs habitats en estimant qu'aucun doute sérieux ne pesait sur sa légalité.](#)

TA Grenoble 23 décembre 2014

Vu par ailleurs

Contrat public

Biarritz veut résilier un PPP avec Vinci pour sa coûteuse Cité de l'Océan

[La ville des Pyrénées-Atlantiques a perdu près de 1,2 million d'euros dans son projet qui englobe la Cité de l'Océan et le Musée de la Mer. Elle espère entériner la résiliation du partenariat public-privé \(PPP\) au premier semestre 2015, à la suite de l'annulation du Conseil d'Etat en juillet de la délibération de 2008 autorisant le recours à un contrat de partenariat.](#)

Source : le Moniteur du 26/12/2014

Réforme des PPP: des outils plus simples, mieux employés

[Salim Bensmail, directeur de la Mission d'appui partenariats public-privé \(MaPPP\) avait livré, peu avant la mise en consultation publique du projet d'ordonnance relative aux marchés publics, les grandes orientations sur la réforme des partenariats public-privé \(PPP\). Le moniteur vous en livre la teneur.](#)

Source : le Moniteur du 24/12/2014

La Lettre de la DAJ n° 178 est parue

[La Lettre de la DAJ n° 178](#)

Source : DAJ du 23/12/2014

Environnement

RT 2012 : rendez-vous en... 2017

[Après l'allègement des obligations de performance énergétique pour les constructions neuves de petite surface, la mise en parenthèse de la RT 2012 continue avec un nouvel arrêté publié au Journal Officiel du 26 décembre qui donne une nouvelle dérogation aux exigences de la RT : La performance énergétique imposée restera de 57,5 kWh/m²/an jusqu'au 31 décembre 2017](#)

Source : le Moniteur du 26/12/2014

Les CEE sous le sapin

[Le décret fixant les modalités de mise en œuvre du dispositif des certificats d'économies d'énergie \(CEE\) pour la 3ème période a été publié au Journal Officiel du mercredi 24 décembre. Tout comme l'arrêté définissant 89 fiches standardisées applicables aux opérations engagées à partir du 1er janvier 2015.](#)

Source : le Moniteur du 24/12/2014

La RT 2012 ne sera plus appliquée à tous les bâtiments neufs à partir du 1er janvier

Un arrêté du 11 décembre 2014 vient « ajuster », les exigences de performance énergétique pour les bâtiments neufs de petite surface ou atypique. En clair, la RT 2012 ne s'appliquera plus pour les petits bâtiments tertiaires, d'habitation collective ou les petites extensions et surélévations de maisons individuelles.

Source : le Moniteur du 24/12/2014

Collectivité territoriale

Encadrement des loyers à Paris : l'OLAP obtient l'agrément

L'Observatoire des loyers de l'agglomération parisienne a été agréé par la ministre du Logement, Sylvia Pinel, vendredi 26 décembre.

Source : le Moniteur du 26/12/2014

Panorama des chantiers législatifs qui concerneront les collectivités territoriales en 2015

Réagir Le gouvernement a présenté, le 22 décembre, en Conseil des ministres, une communication relative à l'agenda parlementaire dans laquelle il rappelle ses priorités pour 2015. Des priorités à croiser avec l'ordre du jour du Parlement, fixé par la conférence des présidents, le 16 décembre, pour la reprise des travaux à partir du 13 janvier. Réforme territoriale, communes nouvelles, composition des conseils communautaires, statut de l'élu..., plusieurs textes intéressent les collectivités locales et leurs groupements.

Source : la gazette des communes du 23/12/2014

Transport

Financement des infrastructures de transports: 1,39 md € budgetés en 2015

L'Agence de financement des infrastructures de transport de France (Afitf), qui devait toucher une part importante des recettes de la défunte écotaxe, prévoit d'investir 1,39 milliard d'euros l'an prochain, soit plus du double du montant de 2014.

Source : le Moniteur du 24/12/2014

Presse

Infrastructures de transport : le financement va doubler

[Le budget de l'Agence de financement des infrastructures de France va passer de 598 millions d'euros cette année à 1,39 milliard l'an prochain.](#)

Source : les Echos du 26/12/2014

Répit pour les opposants au Center Parcs de Roybon

[La justice iséroise suspend les travaux du complexe touristique](#)

Source : le Monde du 25/12/2014

Nouvelles régions : la foire aux noms

[" Cœur d'Europe " ou " ALCA ", " Sud de France " ou " Grand Languedoc ", la bataille ne fait que commencer](#)

Source : le Monde du 25/12/2014